



**CHSCT du 20 octobre 2017**

## ***Déclaration de la CGT***

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Cher-ère-s Collègues et Camarades,

**L'ordre du jour de cette réunion** est une fois de plus trop chargé. Et trop chargé de problèmes importants qui attendent depuis trop longtemps d'être résolus, comme celui des conditions de travail de nos collègues de la cellule «dossiers» de la DRH.

**La CGT veut que des décisions claires, avec un calendrier précis de réalisation, soient enfin prises pour placer nos collègues des étages 1 et 2 de l'Arche, en particulier la cellule «dossiers» et la reprographie, dans des conditions de travail normales** et ne mettant plus leur santé physique et psychologique en danger. Il en est de même pour le personnel des cantines.

**Concernant les locaux**, la CGT ne veut plus trouver aucune personne de retour de congé de longue maladie, ou quelle que soit sa situation, casée dans un espace de confidentialité parce que les responsables de SPSSI sont incapables de travailler avec la DRH à la disponibilité de bureaux pour les agents en attente d'affectation. L'administration, en réponse à une préconisation du CHSCT de mars 2017, s'est engagée à traiter les agents en attente d'affectation dignement, avec le même espace que les autres. Qu'elle le fasse. Nous demandons qu'un point soit effectué lors du prochain CHSCT sur la localisation de ces agents.

**En Arche Sud, la CGT veut que tous les faux plafonds soient vérifiés d'urgence** pour éviter que se reproduise ce qui est arrivé à l'une d'entre nous en début de semaine : se prendre une dalle de plafond sur la tête. Évidemment, nous n'en parlons pas ici comme d'une anecdote personnelle (pas très drôle, d'ailleurs) mais à cause de la gravité potentielle de telles défaillances pour tous les agents, après 200 millions d'euros de travaux de rénovation.

**Globalement, dans les locaux, en Arche ou en Séquoia**, la CGT veut des ascenseurs qui fonctionnent, qui soient utilisables par les non voyants, des sols propres, une ventilation suffisante partout, une électricité stabilisée et non clignotante, des stores utilisables et des températures tempérées (pas 15° en hiver à la maintenance informatique en Tour Séquoia, ni 28° tous les jours à l'atelier de reprographie). Bref, des conditions de travail normales. **De même boulevard Saint-Germain** où des stores devaient être posés à ATL6 «*au printemps 2017*» (nous vous renvoyons au PV de la séance du 9 mars, page 6) et ne le sont toujours pas.

**Sur la qualité de l'air à l'intérieur des locaux**, question qui est une compétence de notre ministère, nous voudrions ne pas être les cordonniers mal chaussés. Une préconisation va être proposée au vote du CHSCT. Nous remercions Monsieur le Président d'avoir accepté de l'ajouter à notre ordre du jour, pourtant - comme nous l'avons dit - bien trop chargé.

**À cela s'ajoute la nécessité d'avoir des médecins de prévention en nombre suffisant**, une réflexion sur des espaces de repos (nous vous renvoyons cette fois à la page 15 du PV de la séance du 9 mars, qui prévoyait des propositions «*à l'automne 2017*») et il faut un équipement minimum dans ce qui fait office d'annexe du cabinet médical en Tour Séquoia : des télécommandes pour régler lumière et température, par exemple, et une photocopieuse qui ne se déconnecte pas chaque fois que l'on s'en sert.

Nous savons bien que les agents de la DRH et de SPSSI ont de lourdes charges et ne peuvent pas tout faire. Qu'ils font ce qu'ils peuvent dans l'objectif que tout fonctionne. Et nous les en remercions. Les retards et les dysfonctionnements ne sont pas à porter à leur charge mais à celle des choix d'organisation et d'affectation des moyens – sachant que ceux-ci sont rabotés chaque année, de même que les effectifs. Ils viennent aussi, ces dysfonctionnements, de la substitution du reporting au management, des cloisonnements entre services et du manque de concertation.

Dans ce contexte qui fatigue, démotive et dans certains cas rend malades nos collègues, **la CGT veut que soient enfin mis en œuvre les engagements d'un précédent secrétaire général, datant de début 2013, en matière de comptage exhaustif et de contrôle des temps de travail.** Il n'est pas normal que des agents de la DRH, de la DICOM, de la DAEI, de la DGALN... (et d'autres) aient tant d'heures écrêtées (alors même qu'elles ne sont pas toutes comptabilisées).

**Pour le CGDD**, la CGT veut que le rapport de l'inspecteur santé et sécurité au travail soit prochainement présenté au CHSCT.

**Et quant au programme de prévention pluriannuel**, nous n'acceptons absolument pas d'y trouver que le droit à la déconnexion est mort en administration centrale avant même d'avoir existé, parce qu'un groupe soit disant représentatif (bien que personne ne sache de qui il fut constitué) a déclaré que cela ne lui convenait pas (sans que personne ne sache ce qui lui a été proposé). C'est un peu comme si un groupe de travail sur l'abolition de l'esclavage avait été créé dans le sud américain profond avant la guerre de sécession et que la question avait été posée à un échantillon représentatif de propriétaires d'esclaves et d'esclaves : *«Ceux qui sont pour l'abolition de l'esclavage, levez le doigt.»* La CGT veut que la DRH lance une réflexion sérieuse sur les charges et temps de travail, incluant la déconnexion. Si les personnels sont surbookés, il est sûr que «déconnectés», pour eux, signifiera «débranchés» : l'euthanasie professionnelle. Ce n'est pas ainsi que la question doit être envisagée.

Monsieur le Président du CHSCT nous répondra peut-être, avec des mots plus choisis, que lui et les autorités qu'il représente n'en ont rien à faire, de ce que veut et de ce que ne veut pas la CGT. Pourtant, nous sommes souvent de bon conseil. De même que l'ensemble des représentants du personnel. Par exemple, si en 2011 nos avis avaient été entendus, la DRH ne serait pas tombée dans un coma prolongé. Aussi, nous nous permettrons de parodier une incantation officielle récente (plus facile à exporter qu'à appliquer chez soi) : *«Make our DRH great again»*.